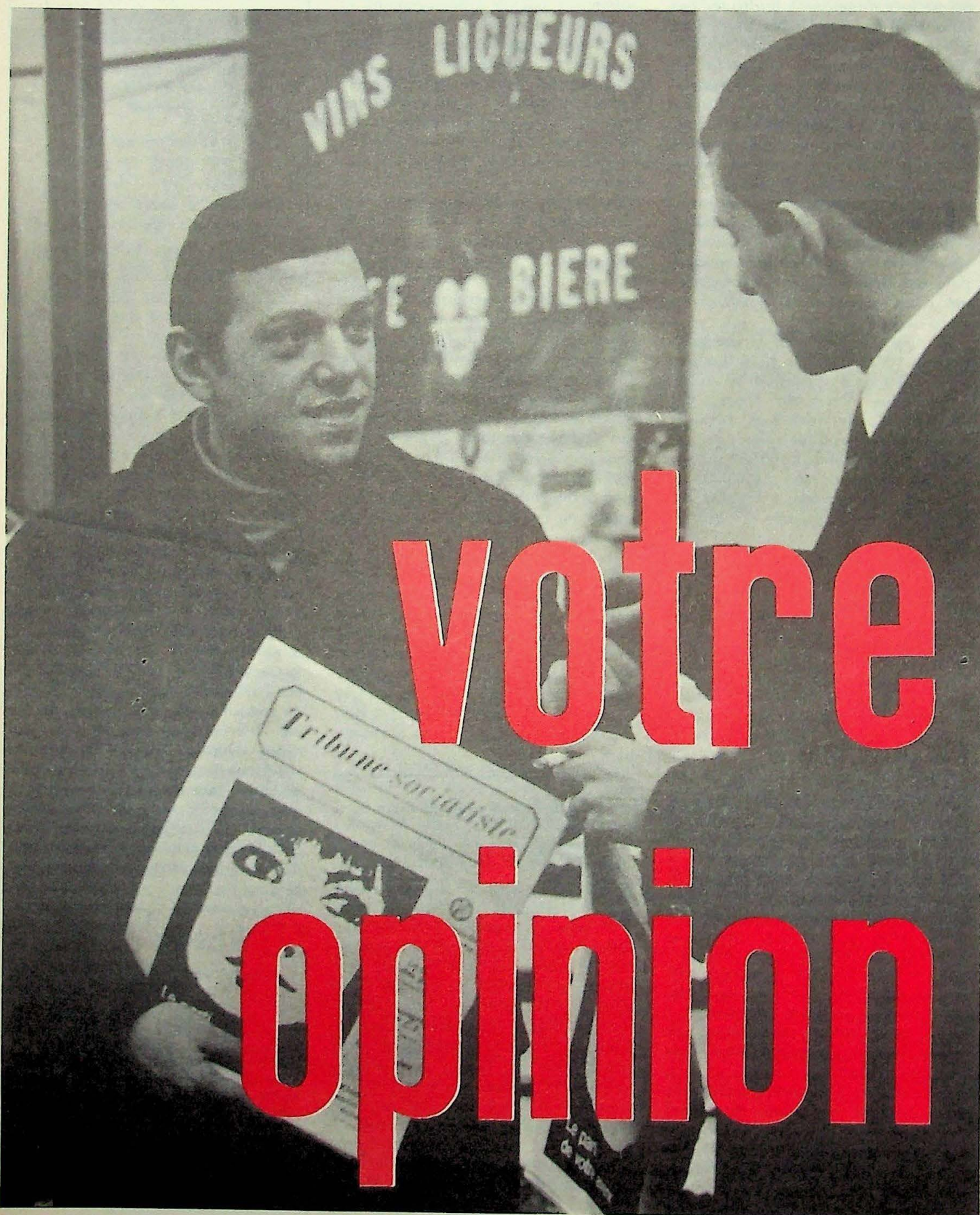


Tribune socialiste

N° 336 / 13 JUILLET 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Révolution et paix

Manuel Bridier

Bac Pré-Bac

Robert Chapuis

Questions à nos lecteurs

Jean Helms

Le cinétisme

Emmanuelle Stein

Pilule, suite

Jacque Nachtigal

□ La semaine

Le prochain numéro de *T.S.* daté du 20 juillet sera le dernier de la saison ; le 14 septembre sera mis en vente le 338. Cette suspension, désormais traditionnelle, pour notre journal, se situe cette fois dans des conditions assez particulières. Depuis le jeudi 8 décembre 1966, numéro 305, *T.S.* a changé de peau, c'est-à-dire de style et osons le penser de contenu. Nous invitons expressément nos lecteurs et amis à dire ce qu'ils pensent de cette transformation (cf. page 5). Cette invitation est plus que formelle, car songez-y, nous ne disposons guère de moyen plus fidèle et plus global pour connaître votre opinion à tous. Répondre à notre questionnaire c'est remplir un devoir politique, c'est assurer un dialogue indispensable entre un journal et ses lecteurs.

D'autre part, comme chacun le sait, le V^e Congrès du P.S.U. aura marqué pour nous tous un tournant, nous avons pris un engagement public et il faut le tenir, nous savons que ce ne sera pas sans difficultés ! *T.S.* sera placée à la pointe de ce combat et de cette épreuve que nous entendons bien gagner, en obtenant pour notre journal des succès de qualité et de quantité.

Ce dernier aspect retient particulièrement notre attention, puisque l'autre est plus une affaire interne au Comité de Rédaction et qu'au point où nous sommes parvenus il dépend de manière étroite de l'audience, de la vente de *T.S.*

Depuis décembre 66, nous avons drainé un mouvement de plus de 1.500 nouveaux abonnés (certains, il est vrai, n'étant que des abonnés d'essai de trois mois). C'est déjà une petite victoire, mais une victoire trop modeste. Il est de notoriété publique que notre journal vit sur une base militante : cette base il nous faut l'élargir et la consolider. Dès la rentrée seront lancées des campagnes de diffusion, extensives et intensives, selon des modalités à définir. En outre, nous nous efforçons, dans le strict respect de notre indépendance, de placer *T.S.* dans un contexte plus « commercial » : entendons par là que nous ferons notamment appel à la publicité, que nous augmenterons nos points de vente et notre nombre de pages, que nous multiplierons nos relations avec l'ensemble du pays ; bref que nous concevrons *T.S.* comme doit l'être l'organe d'un Parti politique moderne. Nous devons désormais abandonner une conception artisanale, devenue malthusienne, pour une option plus efficace et plus rentable. Autant de moyens qui seront mis au service exclusif de la diffusion de nos idées.

Cette réorganisation, ces réformes, cette modernisation seront l'œuvre des mois qui suivront la rentrée de septembre. Malgré la relative quiétude d'une période estivale, nous vous engageons à réfléchir sur ce fu-

tur qui sera également celui du P.S.U.

Avec l'espoir de votre concours, nous vous souhaitons les vacances les plus agréables qu'il soit, en vous donnant rendez-vous pour un nouveau départ ! □

□ D. Weill et l'aménagement de Paris

En cette veille de vacances, il est beaucoup question de l'avenir de Paris. Le conseil municipal de la capitale vient de débattre de ce problème aux dimensions multiples qui nous intéressent à divers titres tant il est vrai que l'urbanisme est une discipline qui touche à tous les aspects de la vie moderne. Nous aurons l'occasion de revenir plus en détails sur le « futur parisien » mais nous avons cru bon d'ores et déjà de rappeler nos options grâce à l'intervention de David Weill.

Par le mémoire qu'il a introduit, sur le secteur des Halles, le préfet de Paris a voulu faire prendre par l'Assemblée municipale des décisions sur un programme d'aménagement et d'urbanisme quasi-définitif.

Le mémoire prévoyait la construction de 900.000 m² de plancher soit un coefficient d'utilisation du sol de 5, le plus élevé de Paris. Ces 900.000 m² de plancher devaient se décomposer comme suit :

- Logements et hôtels : 400.000 m².
- Commerces et bureaux : 200.000 m².
- Equipements culturels : 150.000 m².
- Ministère des Finances : 120.000 m².

Une telle répartition ne pouvait être retenue car elle était manifestement contraire à la délibération de l'Assemblée du 23 décembre, qui avait prévu que le parti d'urbanisme à prévoir devait être à dominante culturelle. J'ai rappelé cette exigence au Conseil, avec différents collègues de l'opposition.

Nous avons été entendus, puisque l'Assemblée s'est refusée à voter le mémoire préfectoral et qu'elle a exigé que la vocation culturelle du quartier soit accentuée, que la moitié des surfaces disponibles soit affectée aux logements et aux hôtels, que dix mille personnes au moins puissent être relogées sur place, que cinq hectares soient prévus pour les espaces verts.

Quant à l'architecture, le Conseil, tout en estimant nécessaire une option moderne, a écarté toute architecture de violence agressive et a insisté pour qu'une place importante soit réservée à la restauration dans les îlots historiques.

Ce qui paraît important, c'est que pour l'instant le Conseil Municipal de Paris n'ait pas voulu engager définitivement l'avenir, et n'ait fait que tracer les grandes lignes d'un parti d'urbanisme.

L'Assemblée se réserve de se pro-

noncer sur des projets plus précis qui devront lui être soumis lors de sa session d'octobre.

J'ai estimé nécessaire, pour ma part, d'insister sur deux points : il m'apparaissait particulièrement important que les programmes d'aménagement et d'architecture ne puissent être arrêtés sans qu'un concours international ait été lancé, auquel devront pouvoir participer tous les urbanistes et architectes du monde entier. L'administration, sous la pression des intérêts privés et des grands trusts immobiliers, semble vouloir empêcher cette mise au concours et réserver l'exécution de cette immense œuvre d'intérêt national à un ou plusieurs cabinets d'architecture, choisis arbitrairement, et davantage sur la base de critères politiques et financiers que sur la base de critères esthétiques. Cette conception technocratique doit être combattue et tous les génies créateurs doivent participer à ce remodelage du centre de notre capitale : il y va du rayonnement mondial de notre cité.

Le second point sur lequel j'ai cru de mon devoir d'intervenir est celui de la transformation de la Société d'Etude et d'Aménagement des Halles dont la mission a pris fin, en une véritable Agence Immobilière et Commerciale de droit privé, prélevant sa dime sur toutes les opérations foncières que la Ville de Paris devra mener dans ce secteur. En effet, cette société, dirigée par des hommes de la majorité U.N.R. interviendra moyennant rémunération dans toutes les affaires d'acquisitions foncières ou d'évictions commerciales auxquelles donne lieu l'exécution du programme d'aménagement. J'ai dénoncé ce scandale à la Tribune de l'Assemblée, ma protestation n'a soulevé que peu d'échos : à croire que, même chez nos amis de l'opposition, la faculté d'indignation s'est émoussée, en raison des trop nombreux abus à combattre chaque jour. L'Assemblée Municipale comme l'Assemblée Nationale, n'a plus qu'un rôle de décor : cette affaire des Halles en est une illustration frappante. » □

□ Tshombé = Mobutu

Les aventures de Moïse Tshombé feraient un bon scénario pour production commerciale. Enlevé en plein ciel par un nommé Bonan, tueur de son métier, prisonnier en Algérie du colonel Boumediène, réclamé par son successeur Mobutu pour être pendu à Kinshasa, l'ancien président du Katanga, puis du Congo tout entier, a-t-il enfin terminé sa carrière d'aventurier et d'homme à tout faire de l'impérialisme ? Il faudrait savoir ce qui se cache derrière ce nouvel épisode. Que l'Union Minière ait voulu se débarrasser du général Mobutu, trop peu docile à son gré, cela

Tribune Socialiste Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'Administration

Publicité littéraire :
22, rue de Grenelle
Paris-6^e

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

est certain. La révolte manquée des mercenaires de Kisangani prouve aussi qu'il y avait du Tshombé sous roche. Mais qui a préparé l'enlèvement ? Certainement pas les Algériens, qui ont l'air assez gênés par ce colis encombrant dont ils ne savent à qui le livrer. A l'O.U.A., pour être jugé par un tribunal pan-africain, comme assassin de Lumumba ? Mais le général Mobutu, qui réclame sa proie, est reconnu par l'O.U.A. comme chef de l'état congolais. A Mobutu ? Mais le général est le premier complice de Tshombé lui-même dans l'assassinat qu'il lui reproche aujourd'hui. Le conflit Tshombé-Mobutu ressemble plus à un règlement de comptes autour du magot de Mémé Guérini qu'à une bataille politique. Quant aux forces progressistes congolaises, réduites à la clandestinité dans les villes ou au maquis dans les forêts, elles ne sont derrière aucun des anciens complices. aujourd'hui ennemis et manipulées par des fractions impérialistes concurrentes. □

□ Stage de l'A.D.E.L.S.

DU 11 AU 16 SEPTEMBRE
A l'Institut d'Education Populaire de Marly-le-Roi.

UN STAGE DE L'A.D.E.L.S.
sur l'INFORMATION COMMUNALE
Comment faire un bulletin local, une revue municipale, un communiqué de presse, une enquête, un montage audio-visuel ?
Prix de séjour : 75 F. Remboursement à 50 % des frais de transport (75% pour les enseignants en exercice).
S'adresser à l'A.D.E.L.S. : 94, rue N.-D.-des-Champs, Paris.

Editorial

" Pour la révolution, la paix... "

Manuel Bridier

Il faisait beau et j'avais quinze ans et comme aujourd'hui, si l'on pensait aux vacances, on avait aussi le regard crispé sur des colonnes à la une, l'oreille attentive aux cris des radios.

Les mots seulement ont changé. On disait Dantzig et l'Abyssinie, l'Espagne et le Mandchoukouo, comme on dit Vietnam et comme on dit Palestine, mais la peur était bien la même et pour des milliers, des millions de gens, ces combats obscurs pour quelques idées ou quelques terrains perdus sur la carte, ce n'était rien qu'un obstacle à leur petite existence, un embarras comme un autre. On voulait la paix — comme on la veut aujourd'hui — mais ce n'était bien souvent que le désir d'en finir, d'oublier ce qui peut gêner, Abyssins ou Palestiniens, Polonais ou gens du Vietnam, de s'en débarrasser à n'importe quel prix pour retourner à son bricolage, sa belote ou ses chères amours.

C'est alors qu'un homme dont la vie entière était consacrée à la non-violence et au pacifisme intégral eut le courage de se dresser contre le mirage des bonnes intentions. Quelque vingt ans après s'être mis « au-dessus de la mêlée » dans la guerre impérialiste de 1914, Romain Rolland publiait son dernier message politique et il lui donnait ce titre exemplaire : *Par la révolution, la paix...*

Comme la leçon était claire alors ! Puisque la guerre est le fruit du capitalisme, il ne s'agit pas de bêler la paix mais de faire la guerre à la guerre en l'attaquant à sa source. Pour que l'humanité ne disparaisse pas dans les convulsions des rivalités capitalistes, il faut arrêter le bras des bourreaux en abattant le capitalisme lui-même.

Aujourd'hui, pourtant, nous ne sommes plus aussi sûrs que les choses soient aussi claires.

Dans le monde entier, des peuples se battent pour leur indépendance nationale, pour leur dignité d'être humain, et chacune de ces révolutions fait trembler sur ses bases, chancelantes et dérisoires, tout l'édifice de la paix. Les aspects internes et les aspects internationaux des problèmes sont tellement imbriqués les uns dans les autres que toute rupture

d'équilibre en un point quelconque de l'univers peut modifier l'équilibre général et conduire au conflit mondial, à l'apocalypse atomique.

De ce point de vue, nous avons raison de dire que la lutte contre l'impérialisme est une, du Vietnam à la Bolivie, du Congo à la Palestine, et le général de Gaulle n'a pas tort, considérant les choses à sa manière, qui est celle de la diplomatie et des États, lorsqu'il associe la guerre du Vietnam et la guerre du Moyen-Orient.

Il nous faut cependant réfléchir à la signification profonde et aux buts réels de cette affirmation. Par-delà les oppositions de détail, qui tiennent au rôle de la France et à la place qu'on lui accorde, il n'y a pas de différence essentielle entre la vision gaulliste et la vision johnsonienne des choses — ni probablement avec la vision soviétique. Il s'agit, dans tous les cas, de faire l'inventaire des points chauds du monde et d'engager entre grandes puissances un marchandage planétaire dans lequel chacun échangerait ses Tonkinois contre ses Arabes, ses Cubains contre ses Juifs, pour aboutir à de nouveaux compromis, de nouveaux partages qui prendraient alors force de loi pour les intéressés eux-mêmes.

La seule objection du général de Gaulle contre Yalta, c'est évidemment de n'y avoir pas été invité.

Mais nous-mêmes, en tant que militants révolutionnaires dans un pays industriellement avancé, est-ce que nous avons une politique cohérente à cet égard ? Lorsque les grands se réunissent dans les brouillards d'un sommet, ne sommes-nous pas partagés entre un espoir et une crainte, comme le sont, dans le monde entier, des millions et des millions de nos malheureux contemporains ? Nous avons l'espoir d'une solution, fût-elle provisoire, qui nous délivrerait un instant de la grande peur atomique. Nous avons la crainte du compromis planétaire entre les seigneurs, qui détruirait à jamais l'espoir de l'indépendance et de la libération sociale.

Quelle est, dans ce contexte précis, la signification pratique de notre affirmation que la lutte est partout la même ? Cette affirmation est juste au niveau de l'histoire, au ni-

veau d'une stratégie à long terme. Son application quotidienne ne s'en heurte pas moins à de graves difficultés.

Le problème du Moyen-Orient, dont la solution repose sur la reconnaissance simultanée du fait national israélien et du fait national arabe en Palestine, nous en montre les complications. Pouvons-nous classer aussi simplement dans le camp de l'impérialisme à la fois la sixième flotte américaine, le fasciste Beghin, le social-démocrate de droite Levy Eshkol et les paysans israéliens des kiboutzim ? Pouvons-nous donner un même brevet de socialisme aux militants de Syrie, aux responsables égyptiens et à l'émir de Koweït ?

Dans le monde entier, chacune des forces populaires en lutte a recherché des alliances, passé des pactes avec d'autres puissances, dont les intérêts n'étaient pas les leurs, de telle sorte que leurs actions ont des répercussions qui dépassent de loin leurs propres objectifs et qu'elles se trouvent elles-mêmes impliquées dans des conflits qui ne les concernent pas.

Pouvons-nous poser comme hypothèse de combat la possibilité d'une victoire générale des forces de progrès — à supposer qu'elles soient toutes dans le même camp, ce qui est une autre hypothèse — dans une opposition frontale à toutes les forces impérialistes dans le monde ? Si nous rejetons cette idée comme chimérique, nous devons alors admettre que les peuples en lutte pour leur indépendance, les forces populaires en lutte pour la transformation économique et sociale de leur pays, que ce soit dans les régions industrialisées ou dans les régions sous-développées du monde, peuvent remporter localement des victoires qui ne seront sans doute pleinement assurées que dans un ensemble mondial mais qui n'en seront pas moins, dans l'immédiat, des pas en avant.

Mais de telles victoires sont-elles possibles ? Elles le sont certainement dans de nombreux pays, à la condition qu'elles ne mettent pas directement en cause la paix du monde. Loin de constituer un appui pour les forces populaires, le réseau des alliances entre les États, l'internationalisation de fait de tous les problèmes constituent le plus sûr mécanisme de blocage. Si le succès d'une révolte paysanne dans un point quelconque de l'Afrique ou de l'Amérique du Sud risque d'entraîner une troisième guerre mondiale, nous pouvons être certains que ce succès n'aura pas lieu.

Les Cubains, les Arabes, les Vietnamiens ont appris à leurs dépens l'efficacité de cette organisation internationale du conservatisme. Dès lors que les uns sont aidés par les États-Unis, les autres par l'U.R.S.S.,

il ne peut arriver que deux choses également négatives : ou bien le déclenchement, improbable mais toujours possible, de la guerre mondiale, ou bien la consolidation du *statu quo* par la neutralisation des menaces. En mettant en cause des forces plus grandes que les leurs, les peuples en lutte en arrivent ainsi à perdre le contrôle de leur propre action, ou du moins à lui retirer le moyen d'atteindre ses objectifs qui ne sont plus alors qu'une partie dans un tout, un aspect secondaire de l'équilibre général.

Que la libération des peuples ne soit finalement possible que par les peuples eux-mêmes, c'est une vérité qui se fait jour de plus en plus dans ce qu'on appelle communément le tiers monde. C'est une vérité qui est tout aussi valable pour la classe ouvrière dans les pays industrialisés. Peut-on imaginer, en France par exemple, une victoire de la gauche si cette victoire devait bouleverser tout l'équilibre mondial ?

Dans tous les cas, la victoire possible des luttes populaires passe par ce qu'on pourrait appeler la « décolonisation » de ces luttes elles-mêmes, c'est-à-dire la reconnaissance de leur autonomie. Cela ne peut évidemment se concevoir que dans un climat de détente internationale où les modifications locales de l'équilibre ne remettent pas à tout moment tout en cause.

S'il est vrai qu'à long terme la paix ne peut être assurée d'une manière définitive que par le triomphe de la révolution dans le monde entier, il est vrai qu'aujourd'hui le succès des mouvements révolutionnaires — ou simplement des forces progressistes — n'est possible, dans les pays où le rapport des forces leur est favorable, que dans la mesure où la paix du monde n'est pas perpétuellement menacée.

Là encore, le Moyen-Orient nous en fournit un exemple. Ce n'est pas dans un climat de guerre que les Arabes se débarrasseront de leurs féodaux et les Israéliens de la clique militaire et cléricale qui rêve d'instaurer chez eux un État-garnison, néo-fasciste et théocratique. C'est au contraire le climat de guerre qui renforce, chez les uns et chez les autres, le pouvoir des réactionnaires les plus dangereux. C'est la guerre et la préparation à la guerre qui engloutit les milliards dont on a besoin pour développer une économie sans laquelle le socialisme lui-même n'est qu'un grand mot.

Nous ne sommes ni contre la coexistence pacifique ni pour la coexistence à tout prix, dans tous les domaines. La coexistence pacifique entre les États doit être la possibilité d'un nouveau développement de lutte, autonome et indépendante, au niveau des peuples eux-mêmes. □

Examens

Bac, Pré-Bac

Robert Chapuis

La première vendange des bacheliers vient de s'achever : la cuvée 67, un peu plus scientifique que la précédente, ne sera guère plus abondante. Du moins le ministère aura-t-il évité cette année les scandales majeurs et les protestations violentes : il pourra préparer calmement la *nième* réforme du baccalauréat.

Elèves, parents, enseignants avaient cru qu'après tant de vicissitudes, le système mis en place aurait quelque chance de durer. MM. Peyrefitte et Pompidou les ont démentés.

Pourquoi tant d'hésitations mêlées à tant d'acharnement ? Inconséquence ? Anarchie ? Voire. Un rapide regard sur l'évolution de la réforme gaulliste durant ces dernières années permet de dégager une ligne de pente.

Le tournant 63

— Avant 1963, c'est Père Cappellet : on parle « premier cycle », « tronc commun », « orientation », avec les C.E.S. surtout, mais aussi les Centres de formation de professeurs de C.E.G., la définition du cycle d'observation (6^e, 5^e) et d'orientation (4^e, 3^e), la précision des cycles d'enseignement technique (trois degrés), la réforme de l'entrée en 6^e, etc.

— A partir de 1963, c'est Père Fouchet, ou plutôt Père Pompidou : le second cycle et l'enseignement supérieur sont mis à l'ordre du jour. Il semble donc qu'on pense — fort logiquement — à une seconde étape. En fait, il y a solution de continuité : c'est la pensée sur le supérieur qui va déterminer la réforme du 2^e cycle. Cette pensée est facile à résumer :

1^o Il faut spécialiser, pour fournir des cadres compétents aux industries et à l'administration ;

2^o Il faut développer la capacité de recherche dans les branches scientifiques.

Cette pensée n'a rien d'absurde en elle-même ; elle le devient si on l'estime suffisante pour définir un enseignement supérieur et si l'on refuse de mettre en cause le système économique libéral auquel on prétend adapter une Université étatique. Dans sa réalisation, elle aboutit aujourd'hui à des absurdités telles que de contrecarrer la formation des maîtres, d'opposer enseignement et recherche, de transformer le supérieur en un système de « grandes écoles » fermées sur elles-mêmes définissant leur propre forme de recrutement.

Pour appliquer la pensée ministérielle sur le supérieur, il fallait res-

tituer au baccalauréat sa définition primitive : le moyen d'accès aux grandes écoles et facultés. Il fallait aussi (à la différence du passé) le spécialiser, en fonction des branches offertes par l'enseignement supérieur. Le second cycle devenait ainsi la véritable propédeutique. Le problème du baccalauréat prit ainsi figure d'axe de toute la réforme. C'est pourquoi :

— on a supprimé la première partie du baccalauréat qui le greffait trop sur le secondaire (et donnait au bac une définition économique extérieure à l'enseignement supérieur) ;

— on a supprimé toute propédeutique dans le supérieur ;

— on a organisé dès la seconde des sections nettement distinctes aboutissant l'année suivante à des formations absolument hétérogènes correspondant — tant bien que mal — aux différentes facultés (1) ;

— on a intégré l'enseignement technique à l'ensemble en définissant un baccalauréat technique menant aux I.U.T. (Instituts universitaires de Technologie) et aux Ecoles techniques supérieures, et aussi en remettant l'entrée dans les C.E.T. à la fin de la troisième : ils accueilleraient ainsi le trop-plein fort abondant issu du premier cycle qui ne pourrait être admis dans les sections préparant au baccalauréat ;

— on a institué une décision d'orientation impérative au moment de l'entrée en seconde ;

— d'autre part, on a maintenu une forte distinction, y compris dans les C.E.S., entre cycle court et cycle long, en utilisant habilement les compétitions entre les enseignants eux-mêmes (maîtres de C.E.G. et professeurs de lycée) : ainsi assurait-on une forte détermination vers le supérieur dès le premier cycle (avec la soupape de sûreté des rattrapages...).

Comme à l'École navale

Cette stratégie — digne de l'École navale, a cependant eu bien du mal à se développer :

— l'enseignement supérieur résistait au changement, soit par esprit de tradition, soit par désir d'une novation plus démocratique ;

— la structure du second cycle et la formation des enseignants se prêtaient mal au système de sélection que l'on souhaitait établir, non dans son principe certes, mais dans ses formes nouvelles ;

— la démocratisation relative due à la première réforme de 1959-1964 (prolongation de la scolarité obligatoire, égalité des chances dans le premier cycle largement ouvert) créait de lourdes pressions sur le second cycle ;



Autant de réformes que de petits pains...

A.D.N.P.

— l'insuffisance des enseignements techniques, en raison du manque des crédits mais aussi des réticences patronales, accentuait dangereusement ces pressions.

Pour que les canalisations compliquées n'éclatent pas et que le supérieur ne soit pas brusquement inondé, il fallait ouvrir les vannes de secours et freiner les robinets d'accès et de sortie. Il était grand temps, comme le montrent les statistiques :

- de 1963 à 1964 : 13,5 % de candidats en plus au baccalauréat ;
- de 1964 à 1965 : 15 % ;
- de 1965 à 1966 : 38 % ;
- de 1966 à 1967 : 6,5 %.

L'hécatombe du baccalauréat 1966 a fait son effet. Malheureusement, la résistance à la quantité avait de curieux effets qualitatifs :

— en octobre 1966, le nombre des étudiants en lettres augmentait de 13 % (surtout en sciences humaines, branche aux débouchés très limités!) et de 7 % seulement en sciences ;

— au baccalauréat 1967, les candidats se répartissaient ainsi :

- Philosophie : 113.000, contre 109.000 en 1966 ;
- Sciences expérimentales : 74.000, contre 65.000 en 1966 ;
- Mathématiques : 43.000, contre 46.000 en 1966.

On comprend pourquoi il a fallu donner des sujets scientifiques assez faciles aux candidats de Math. élém. (et même de Sciences Ex) : on avait voulu développer les branches scientifiques du supérieur, et voilà que le nombre des candidats diminuait !

Parallèlement, on s'est efforcé de contrôler davantage l'entrée en seconde. Les possibilités d'orientation sont cependant très restreintes : on voit donc se développer des sections de recueil à option dite « économique » (2^e A3 et A4) dont le gonflement posera bientôt de sérieux problèmes : les facultés de droit et de sciences économiques ont aussi une capacité d'accueil limitée !

Vers une prochaine réforme

On compte sur d'autres mesures : — celles que permettra la loi sur la formation professionnelle.

— certaines applications de la loi sur la prolongation de la scolarité obligatoire : celle-ci aboutira en effet — ô paradoxe ! — à un système de décharge d'enseignement pour l'Etat en faisant participer les entreprises aux responsabilités de la formation avant 16 ans !

Telle est la situation dont a hérité M. Peyrefitte. Va-t-on voir s'ouvrir une ère nouvelle ? La réponse a été donnée à la fin du récent débat parlementaire sur l'Éducation nationale : c'est M. Pompidou qui a jugé bon de le conclure lui-même en annonçant une prochaine réforme du baccalauréat...

C'est donc bien la même stratégie qui se poursuit. Ne la méprisons pas : elle est menée fort habilement. Elle sait utiliser l'expérience, créer des diversions, et utiliser le terrain. Elle sait même se servir de ceux qui s'en proclament les adversaires : nombre d'enseignants, par formation et par conscience professionnelle, sont les meilleurs auxiliaires de la sélection des élites. Au nom de la Culture, on en vient à justifier des mécanismes qui répondent à des intérêts économiques très précis.

La lutte pour un enseignement démocratique ne passe pas par la justification du passé, mais par la recherche d'une stratégie nouvelle capable de répondre à la stratégie gaulliste. Cette dernière doit d'abord être reconnue, comprise. Il faudra en poursuivre l'analyse, mais nous n'avons pas besoin d'en attendre les conclusions pour préciser les termes de l'alternative socialiste dans le domaine de l'enseignement. Voilà une double tâche qui ne sera pas terminée à la rentrée. Nous aurons beaucoup de travail l'année prochaine...

(1) A : lettres. B : droit. C : sciences. D : médecine, pharmacie dentaire.

Tribune socialiste

Questionnaire "Nouvelle formule"

Jean Helms

Que pensent les lecteurs de « Tribune Socialiste » de la nouvelle formule de leur journal ? Celui-ci est-il désormais en mesure de se faire une place importante sur le marché de la presse ? Ces précieux enseignements dépendent en partie des simples croix que vous voudrez bien mettre devant les mots correspondant à vos réponses (que vous pourrez développer par de petits commentaires ou par une lettre d'accompagnement).

En renvoyant ce questionnaire rempli à « Tribune Socialiste », 81, rue Mademoiselle, avant le 1^{er} septembre 1967. Nous aurons le plaisir d'offrir à la réponse la plus complète deux places d'un spectacle de l'année que l'intéressé (e) souhaiterait voir ou revoir.

Aspects généraux

1) Que pensez-vous de la nouvelle formule de « Tribune Socialiste » depuis son passage en « offset » ? (typo, format...) :

En progrès — stationnaire — moins bien ne sait pas.

2) Que pensez-vous des illustrations du journal ?

Photos :
en progrès — stationnaire — moins bien ne sait pas.

Légendes :
en progrès — stationnaire — moins bien ne sait pas.

Dessins :
en progrès — stationnaire — moins bien ne sait pas.

3) Pour passer plus de texte nous utilisons parfois une typographie plus réduite. Que préférez-vous ?

Une typographie partiellement plus réduite, donc plus de texte.

Pas de réduction de typographie, donc moins de texte.

Pas de réduction de typographie, mais augmentation des pages.

Ne sait pas.

4) Approuveriez-vous que « Tribune » passe sur 16 pages en augmentant ses prix et ses insertions publicitaires ?

Oui, en augmentant le prix de la publicité.

Oui, en augmentant le prix seulement.

Oui, en augmentant la publicité seulement.

Non, 16 pages c'est trop.

Ne sait pas.

5) Seriez-vous prêt (e) à payer le journal 1 F ?

Non, c'est trop cher.

Peut-être si c'est justifié.

Oui, si c'est nécessaire.

Ne sait pas.

6) Souhaitez-vous des numéros présentés en différentes couleurs ?

Oui — non — ne sait pas.

7) Combien de temps mettez-vous en moyenne pour lire « Tribune Socialiste » ?

5 minutes — 10 — 15 — 20 — 25 — 30
35 — 40 — 45 — 50 — 55 — 1 heure — plus d'une heure — ne sait pas.

8) Le reprenez-vous par la suite ?
Si oui, combien de temps ?

Je ne le reprends pas.

5 minutes — 10 — 15 — 20 — 25 — 30
35 — 40 — 45 — 50 — 55 — 1 heure — plus d'une heure — ne sait pas.

9) Quel jour le lisez-vous de préférence ?

Lundi — mardi — mercredi — jeudi — vendredi — samedi — dimanche — très irrégulier — ne sait pas.

10) Conservez-vous les numéros de « Tribune » que vous avez lus ?

Toujours — souvent — parfois — peu souvent — jamais — ne sait pas.

11) Faites-vous circuler votre exemplaire de « Tribune » après l'avoir lu ?

Toujours — souvent — parfois — peu souvent — jamais — ne sait pas.

12) (Si oui) à combien de personnes le faites-vous lire ou parcourir ?

1 — 2 — 3 — 4 — 5 — 6 — plus de 6 — ne sait pas.

(Si plus de 6) collectivité (usine, hôpital, association...) — salon professionnel — oubli volontaire dans un lieu public — ne sait pas.

13) Parlez-vous à votre entourage de ce que vous lisez dans « Tribune » ?

Toujours — souvent — parfois — peu souvent — jamais — ne sait pas.

14) Réclamez-vous ce journal à des marchands qui prétendent ne pas l'avoir ?

Toujours — souvent — parfois — peu souvent — jamais — ne sait pas.

15) Avez-vous parfois obtenu qu'on le mette à l'affiche ?

Oui — non — ne sait pas.

16) Quels sont les articles ou les signataires qui vous ont le plus intéressé depuis le passage en offset ?

17) Avez-vous conservé ces articles ?
Tous — en partie — aucun — ne sait pas.

Les rubriques

18) Toujours depuis le changement de formule du journal, que pensez-vous de la partie « politique générale » ? (éditorial, analyses, documents de fond, etc).

En progrès — stationnaire — moins bon ne sait pas.

19) Par exemple, êtes-vous intéressé (e) par les « actuelles » (articles courts non signés sur des problèmes courants) ?

Très intéressé — assez — moyennement — peu — pas intéressé — ne sait pas.

20) Êtes-vous intéressé (e) par les dossiers (exemple : « Made in U.S.A. », « Anatomie du centrisme »...).

Très intéressé — assez — moyennement — peu — pas intéressé — ne sait pas.

21) Que pensez-vous de la partie « politique étrangère » (analyses, documents, reportages, etc.) ?

En progrès — stationnaire — moins bon ne sait pas.

22) Parmi les objectifs de soutien ou de contestation adoptés au dernier congrès du P.S.U., lesquels vous paraissent avoir été le moins bien étudiés dans « Tribune » ?

Europe — Tiers Monde — Vietnam — Amérique Latine — U.S.A. — Europe de l'Est — Moyen-Orient — Chine ?
Ne sait pas.

23) Que pensez-vous de la partie « politique intérieure » (analyses, documents, reportages, nouvelles de province, etc.) ?

En progrès — stationnaire — moins bon ne sait pas.

24) Parmi les objectifs adoptés au dernier congrès, lesquels selon vous, ont été les moins bien étudiés dans « Tribune » ?

Emploi — urbanisme — enseignement — jeunesse — femme — agriculture — santé.
Ne sait pas.

25) Que pensez-vous de la partie « technique et scientifique, voire militaire » (analyses, documents, reportages...)?

En progrès — stationnaire — moins bon ne sait pas.

26) Que pensez-vous de la page culturelle en général (critiques, documents, reportages...)?

En progrès — moins bon — stationnaire ne sait pas.

27) Les rubriques suivantes traitées dans « Tribune » vous intéressent-elles ?

Livres :
Toujours — souvent — parfois — peu souvent — jamais — ne sait pas.

T.V. :
Toujours — souvent — parfois — peu souvent — jamais — ne sait pas.

Cinéma :
Toujours — souvent — parfois — peu souvent — jamais — ne sait pas.

Théâtre :
Toujours — souvent — parfois — peu souvent — jamais — ne sait pas.

Musique :
Toujours — souvent — parfois — peu souvent — jamais — ne sait pas.

Danse :
Toujours — souvent — parfois — peu souvent — jamais — ne sait pas.

Arts plastiques :
Toujours — souvent — parfois — peu souvent — jamais — ne sait pas.

Culture générale (M.J.C. - Centres - cin-clubs) :

Toujours — souvent — parfois — peu souvent — jamais — ne sait pas.

28) Que pensez-vous de la rubrique « Vie du Parti » ?

En progrès — stationnaire — moins bon ne sait pas.

29) Souhaiteriez-vous qu'on ouvre régulièrement « Tribune » à des personnalités compétentes, même d'opinions politiques éloignées de celle du journal ?

Oui — ça dépend desquelles — non — ne sait pas.

30) Quels moyens préférez-vous pour faire exprimer les militants et les lecteurs dans le journal ?

Tribunes libres — courrier — questionnaires — ne sait pas.

31) Veuillez préciser ici votre catégorie socio-professionnelle :

Sexe : M — F.
Age : 15 à 24 ans — 25 à 34 ans — 35 à 49 ans — 50 et plus.

Profession du chef de famille :
Agriculteur — artisan-commerçant — ouvrier — cadre sup. — prof. libérales — cadre moyen-employé — divers.

32) A quel spectacle présenté à la « rentrée » en France, avez-vous le plus envie d'assister (ou de retourner) ?

34) Veuillez mettre votre adresse. Vous aurez quelque chance d'être récompensé (e) de ce dernier effort si le questionnaire est complètement rempli.

Nom :
Prénom :
Adresse :

Livres

Révolutionner la vie régionale

Claude Glayman

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, on a beaucoup évoqué l'animation de notre vie régionale. Sous l'égide des organisateurs du Colloque de Grenoble, prétextant diverses localisations, des rencontres ont regroupé des hommes venus de multiples horizons, autour d'un thème qui commence à être perçu comme vital. Tout en souhaitant que ces travaux soient prochainement rendus accessibles au public, il nous appartient de recenser les contributions originales à une telle élaboration.

Il y a peu, T.S. rendait compte élogieusement de l'étude de notre ami M. Phlipponneau (1) : raison de plus pour s'étonner du silence maintenu autour d'un autre ouvrage, dynamique et percutant (2). En effet, dans son livre, R. Lafont avance plusieurs idées de fond qui confèrent au problème régional un éclairage de premier plan. Revenons sur quelques-uns de ces arguments que l'auteur tient à juste titre pour fondamentaux.

Le sous-développement régional est historique et idéologique

La tradition centralisatrice d'origine jacobine est apparue après 1789 comme une réaction aux autarcies féodales de l'ancien régime. Mais très rapidement, note R. Lafont, la France a été induite en confusion dans la mesure où l'on a substitué au projet conventionnel « de centralisme politique destiné à porter la nation tout entière en avant de l'histoire » le projet napoléonien « chargé précisément d'arrêter l'élan révolutionnaire » sous couvert de centralisation. Ce contresens historique, quasi initial, a dominé la vie de notre pays jusqu'à nos jours, puisque aussi bien R. Lafont peut écrire à propos du régime de la V^e République : « La difficulté devant laquelle il se trouve est qu'il doit favoriser la naissance de la région par réalisme, en inhibant tout ce qu'il peut y avoir de révolutionnaire dans cette naissance. »

Dans un premier temps, le sous-développement régional apparaît comme surtout historique, ce qui implique que, placé dans une autre perspective historique, on aurait pu l'éviter en pensant la promotion de la France non plus selon un axe centralisateur, mais selon une conception harmonieuse et équilibrée de l'économie nationale. On pourrait rétorquer que c'est le retard économique du pays, au sens capitaliste du terme, qui a conduit à la centralisation contestée. Le débat est loin d'être clos!

Car dans un deuxième temps, l'auteur met opportunément l'accent sur le fait que la colonisation intérieure correspond à une vision de classe, qu'elle est liée au capitalisme, qu'elle met en cause la bourgeoisie, celle qui a pris définitivement les rênes après Thermidor et qui a usé de la centralisation non plus seulement pour se prémunir contre les prolongements de l'ancien régime, mais encore pour façonner tout au long du dix-neuvième siècle une société fondée sur le profit capitaliste. Illustrant cette constatation, l'auteur observe que « la rentabilité n'est jamais calculée en fonction d'une transformation ou d'une utilisation régionale des ressources », « que les régions ont été vaincues dans une bataille capitaliste ».

Brossant un tableau exhaustif des régions sous-développées que sont la Bretagne, le Midi-Pyrénées, la Provence-Languedoc, R. Lafont reprend ses thèmes de départ sous forme d'exemples concrets. C'est ainsi qu'il montre le refus de « protéger » l'économie régionale au nom du refus de l'autarcie d'ancien régime, ce qui conduit à laisser péricliter des zones, naturellement pauvres et vulnérables, qui auraient pu connaître le développement à condition d'une intervention centrale, d'un soutien et d'une animation à l'échelon local. Ou bien il souligne le comportement des bourgeoisies régionales plaçant leurs ressources non dans des entreprises de modernisation industrielle mais dans des secteurs agricoles dont elles seront au surplus des propriétaires absentéistes. Cas du vignoble dans le Languedoc qui sera soutenu artificiellement au mépris de toute rationalité nationale comme locale, tandis que les activités plus modernes feront appel à des investissements « étrangers » à la région.

En conclusion de son bilan, l'auteur énumère les pratiques significatives d'un colonialisme intérieur :

mainmise du capital extra-régional (fût-il public comme dans le cas de la Compagnie nationale du Bas-Rhône-Languedoc) avec, par suite, fléchissement des bourgeoisies locales (les transferts démographiques au niveau des régions rappelés par R. Lafont sont très révélateurs sur ce plan); primauté des industries extractives (cf. le gaz de Lacq qui ne fut pas l'occasion d'une industrialisation sur place); dépossession du domaine agricole (le capital local n'intervient pas dans l'exploitation des ressources nouvelles, cf. le riz en Camargue); dépossession des ressources touristiques, etc.

Solutions : transformation de l'Etat et l'Europe

Quelles solutions proposer? Etant donné sa filiation historique et son substrat capitaliste, il paraît bien difficile de penser que l'Etat, tel qu'il est, puisse intervenir de manière décisive pour animer la vie régionale. C'est là un point capital fortement souligné par R. Lafont qui a raison de rappeler que la « décentralisation n'est qu'une déconcentration, c'est-à-dire un renforcement du pouvoir central » et de douter des vertus absolues de l'aménagement du territoire. Il conviendra donc de partir de l'autre extrémité et de promouvoir un remodelage régional susceptible à plus ou moins long terme de changer la fonction et la nature de l'Etat central. C'est précisément la « révolution régionaliste » qui passe par la récupération du passé régional, par une série de modalités de mise en place de structures adéquates et ne se termine que par une insertion dans la mouvance européenne.

R. Lafont remarque qu'il « suffit d'abolir l'artifice bureaucratique incrusté dans le département, de rechercher les groupements vrais de la vie régionale pour retrouver beaucoup du découpage linguistique et l'essentiel du découpage historique dont le souvenir n'est pas aboli ». Des développements suivent et précèdent cette profonde observation, ils rappellent l'importance de la culture régionale entendue dans son acception la plus large et la plus exigeante. Sans doute la gauche a-t-elle trop oublié cet aspect du passé de nos régions; peut-être à notre tour ne sentons-nous pas assez, dans la ferveur de l'auteur, comment cette renaissance culturelle pourrait être en situation avec l'éthique de la modernité?

Sur les points concernant la nécessaire structuration régionale (3), l'auteur fait part de suggestions fort utiles à l'élaboration du problème. La notion de région est en évolution permanente et l'on ne saurait la figer dans une formulation définitive. R. Lafont propose des institutions régionales qui rejoignent les projets des Colloques « grenoblois », sans toutefois accorder une suffisante at-

tention aux processus de financements régionaux, bien qu'il appelle à l'établissement original de rapports « contractuels » entre les régions et l'Etat central. Par contre, il a le mérite de mettre en évidence la nécessité d'une décentralisation au niveau de la province elle-même, ce que certains omettent trop aisément, faisant de la région la réalité ultime. R. Lafont évoque une gradation qui ferait du Français le citoyen simultané « de la Commune, du Pays, de la Région, de la France, de l'Europe ».

Là où il parle de « Pays », nous parlerions plus volontiers d'agglomération, détail; par contre, si la finalité européenne nous paraît très justement rappelée comme condition indispensable à la « révolution régionaliste », on déplorera que la construction européenne, comme il arrive souvent, ne soit abordée qu'en termes généraux, généreux et pour tout dire idéalistes. Pourtant, R. Lafont ne manque pas de remarquer que la gauche craint l'Europe, contrairement à ce qu'elle proclame.

Serait-ce que cette appréhension prendrait sa source dans une conviction socialiste trop molle? Ce n'est pourtant pas le cas de l'auteur qui démontre fort bien que la « révolution régionaliste » suppose l'adhésion à un « socialisme régional » dont plusieurs objectifs réalisables sont exposés.

La stratégie socialiste, régionaliste et européenne forme un tout, nous en sommes assez convaincus, plus convaincus que l'auteur de l'utilité de réformes de structures adaptées à cette fin et au contexte français actuel. Pour ceux qui, à des degrés variables, affichent cette conviction, il n'est pas de lecture plus prenante et plus indiquée que celle du livre de R. Lafont! □

(1) Michel Phlipponneau : « La gauche et les régions » - Calmann-Levy, 256 p., 10,80 F.

Compte rendu de Lucien Saintonge dans T.S. n° 321 du 30 mars.

(2) Robert Lafont : « La révolution régionaliste » - Idées-NRF, 256 p., 3 F.

(3) Signalons que le « Courrier de la République » que dirige P. Mendès France a consacré à cette question, ses numéros 20 (mars 1964), 38-39 (mars-avril 1966) et récemment le 53 qui date de juillet 1967.

Pour tout renseignement écrire : 25, rue du Louvre Paris-1^{er}.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

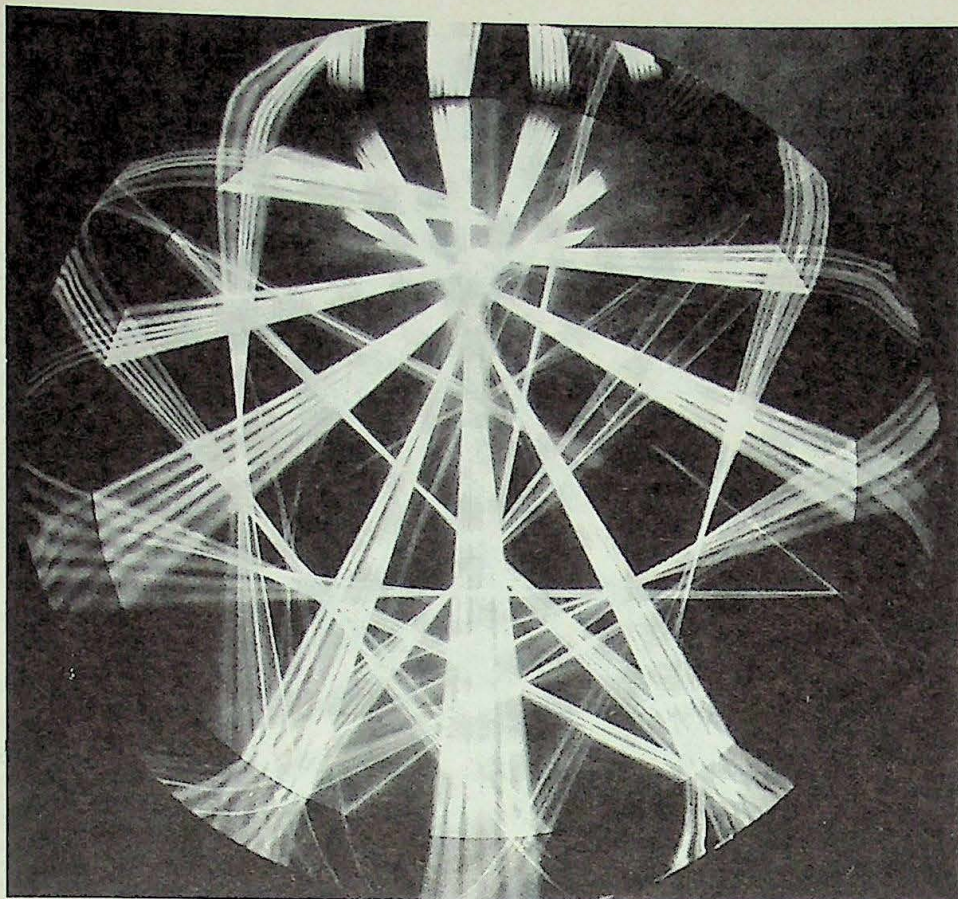
déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

- La vengeance d'une orpheline russe
- Les veuves de 15 ans
- La chasse au lion à l'arc



« Continuel, lumière, cylindre », de Julio Le Parc.

Expositions

Révolution du cinématisme

Emmanuelle Stein

Quiconque interrogerait un adepte du cinématisme s'attirerait cette réponse aussi brève que catégorique : « Cela ne nous intéresse pas. » Le cinématisme n'est pas la peinture, c'est autre chose. Un art nouveau issu de la civilisation moderne : publicité lumineuse, néons, signaux routiers, clignotements des ordinateurs : le formidable environnement du monde technique et industriel. La photographie, le cinéma, l'éclairage artificiel sont autant de facteurs qui favorisèrent sa naissance.

Comme l'avait annoncé l'Impressionnisme, la Lumière et le Mouvement deviennent, au vingtième siècle, des éléments déterminants qui sont au centre des recherches plastiques et esthétiques, ainsi qu'en témoignent les divers mouvements artistiques du premier quart de siècle : Futurisme, Dadaïsme ou Bauhaus. La première salle du Musée d'Art moderne qui ouvre l'exposition intitulée « Lumière et Mouvement » rappelle opportunément les noms de quelques-uns de ces pionniers qui s'appelaient Surville, Man Ray, Sonia Delaunay, Picabia, Calder. Après cette mise au point historique, le visiteur, plongé dans une pénombre propice, est confronté avec les multiples tendances d'un art étroitement lié à la technique. Il s'en dégage la magie un peu inquiétante d'un univers exclusivement nourri de science, où la nature, purement et simplement ignorée, n'a plus droit de cité.

Seul règne l'Objet-roi. Les matières utilisées sortent de l'usine : acier, plastique, aluminium, plexiglas. Ce sont des phénomènes de chimie, de physique ou d'électronique qui commandent ces objets en mouvement : projecteurs, tubes de néons fluorescents, gaz rares...

Les noms donnés aux œuvres par leurs créateurs sont éloquentes : « Microtemps » (Schöffer), « Radar chromatique » (Vardanega), « Nature Zéro » (Xenakis), etc., quand ce n'est pas simplement « Macihne » ou « Structure ». Qu'on ne s'y trompe pas cependant. Beaucoup de ces œuvres, qui semblent plutôt sorties d'un laboratoire que d'un atelier d'artiste, ont d'indéniables vertus poétiques, qu'il s'agisse des tableaux lumineux de Malina, du Mur Vibrant de Soto, ou féériques, telle l'étrange « Ponctuation molle » de Bury.

Issu d'une civilisation urbaine et de masse, l'art cinématique veut aussi remettre en question les relations traditionnelles de l'art, du public et de l'artiste. C'est ce qu'a notamment tenté le Groupe de Recherche d'Art Visuel de Paris, dirigé par J. Le Parc. Il s'agit cette fois de solliciter la participation active du spectateur à l'œuvre proposée en « l'intégrant » au jeu de la création; du même coup, les mythes de l'artiste maître tout-puissant, ou de l'œuvre d'art réservée à une élite privilégiée, sont condamnés, selon ces artistes, à une

mort prochaine. Effectivement, il semble que la vocation sociale du cinématisme soit manifeste car, par ses applications, il se prête à s'intégrer naturellement dans l'urbanisme, l'architecture, l'industrie et la civilisation du loisir. On le voit, au-delà de quelques sensibilités toujours en retard d'un « isme » qui parleront de science-fiction ou de visions provoquées par le L.S.D., c'est à une révision totale d'un certain nombre de concepts et de tabous qu'invitent les jeunes artistes groupés sous la bannière du Cinématisme. Il s'agit de ré-

ajuster à l'échelle d'une civilisation industrielle et collective la vocation de l'art et la situation de l'artiste. Les colloques, projections de films et débats multiples qui ont jalonné cette exposition, ont tous mis l'accent sur ces théories révolutionnaires, dont on mesure déjà la place qu'il marquera dans l'évolution de la sensibilité artistique contemporaine. □

LUMIERE ET MOUVEMENT. Art cinématique à Paris. Musée d'Art Moderne, 11, avenue du Président-Wilson, 16^e. Tél. : 533-15-30.

Cinéma

Une autre Amérique

Bernard Le Saux

En ces temps où le mythe de l'Ouest ne survit plus, ou presque, que dans les souvenirs, se dégradant à chaque fois un peu plus dans des coproductions italo-espagnoles, et où, conséquemment, un « Homme », bien fait au demeurant, peut passer sans trop de peine pour un grand western, il ne fallait rien moins qu'un Howard Hawks pour nous réapprendre ce qu'est un western; ce qu'est le cinéma. Tout simplement.

Avec ce formidable humour qui transparait dans tous ses films, dans « El Dorado » comme dans « Les Hommes de l'Ouest » (repris actuellement et qu'on ne saurait manquer de voir), Hawks se joue des contradictions. « Touche-à-tout » génial des divers genres de productions hollywoodiennes, lui qui fut parfois taxé, péjorativement, d'éclectisme, reprend ici le thème de « Rio Bravo » en l'inversant; ce faisant, il refait le même film, et le refaisant, il nous

en donne un autre. Ceci sans doute parce que, sous la puissance de crédibilité de sa fameuse « caméra à hauteur des yeux », s'évanouissent les archétypes. Ne restent que des hommes, à la fois semblables et différents.

Variations nouvelles sur thèmes anciens. On retrouve dans « El Dorado » l'amitié chaleureuse et virile, le goût du travail bien fait et cette intelligence qui permet, au moins aussi sûrement que la rapidité à dégainier son colt, de vivre vieux.

Bref, un cinéma à l'heure de Whitman. Mais, en littérature, Hemingway, Faulkner ne sont plus. Les plus jeunes, Salinger, Bellow, etc. ont autre chose à dire et le disent autrement. Howard Hawks, lui, comme Ford ou Walsh, ces glorieux rescapés d'une fantastique aventure, nous parle d'une autre Amérique, celle des pionniers, de « l'esprit de la frontière »; déjà fantôme dans celle de l'abondance et de la guerre au Vietnam. □

A lire

● Littérature :

— Michel Denni : « Mortibus » - « Promotion et Edition », 155 p., 9,75 F.

Plusieurs de nos lecteurs se souviennent sans doute des excellentes chroniques sur l'Amérique du Sud parues dans « T.S. » l'an dernier sous la signature de M. Denni. Ce commentateur dont nous espérons bien retrouver la présence parmi nous, n'a pas qu'une corde à son arc comme le prouve ce premier recueil de nouvelles de science-fiction. Verve et humour s'y mélangent selon une harmonieuse proportion qui fera le délice des amateurs.

● « Partisans » d'avril-juin 1967 « Cuba et le Castrisme en Amérique Latine », 8,70 F.

● Histoire :

— Léon Trotsky : « Histoire de la révolution russe » - Seuil, coll. Politique, Réédition d'un classique, indispensable, agréable. 2 vol., 1.283 p., 19 F, et à la portée de toutes les bourses.

● Tiers Monde :

— Michèle Ray : « Des deux rives de l'enfer » - Robert Laffont, 290 p., 17 F.

Document sur la guerre du Vietnam d'autant plus significatif qu'il a été écrit par quelqu'un sans orientation politique précise. Plus ce drame se prolonge plus des

témoignages nous font découvrir une horreur quotidienne que chaque être humain devrait connaître et combattre.

— Gérard Chaliand : « Lutte armée en Afrique » - F. Maspéro, 164 p., 8,90 F.

L'auteur, spécialiste des « colonies portugaises » a passé deux mois dans les maquis de la Guinée dite portugaise. Il en rapporte ce document, nourri en observations politiques et plus simplement sociologiques. A lire de près !

— Abdallah Laroui : « L'idéologie arabe contemporaine » - F. Maspéro, 221 p., 15,40 francs.

A un moment où l'on reparle beaucoup du monde arabe, on lira avec grand intérêt ce texte d'une étonnante lucidité. Préface de M. Rodinson.

● Société Moderne :

— Ivan Chéret : « L'eau » - Seuil, coll. Société, 128 p., 4,50 F.

Un problème majeur : aménager l'eau, diminuer son coût, assurer sa permanence, etc., autant d'objectifs qui nous préoccupent et qui sont à inscrire au fronton d'un programme socialiste.

— C. Wright Mills : « L'imagination sociologique » - F. Maspéro, 235 p., 15,40 F.

Le célèbre sociologue Américain nous propose plusieurs écrits volontiers théoriques. Nous reviendrons ultérieurement sur cette œuvre capitale pour comprendre notre siècle.

Démographie

Pilule, natalité, salaire unique

Jacque Nachtigal

M Debré a peur de la pilule. M. Debré est inquiet. La pilule peut tuer dans l'œuf un de ses grands rêves : une France de 100 millions de Français.

La fonction de reproduction se démocratise enfin dans les lois, sinon dans les faits. Chaque couple en aura de droit le contrôle. Cependant, l'effet libérateur escompté risque fort d'être escamoté. Pourquoi et comment ?

Historiquement, la pilule tire ses origines d'une politique néo-impérialiste : le Tiers-Monde, les coloured-men ont une démographie agressive. Mais la machine s'est détraquée. Les classes moyennes ont revendiqué et obtenu pour elles l'usage des moyens anticonceptionnels. Et l'influence que la bourgeoisie exerçait sur l'évolution de la démographie lui a été partiellement retirée.

En tant que socialistes, le spectre de la dénatalité ne saurait nous laisser indifférents. Mais prétendre, comme M. Debré, que la nouvelle loi constitue une menace, est tout simplement masquer les vrais problèmes.

Pour les classes moyennes

En effet, quand une femme ne veut plus accroître la taille de sa famille, elle s'arrange relativement efficacement pour ne plus avoir d'enfants. L'échec de la loi de 1920 en a été une preuve spectaculaire. C'est donc surtout le nombre des avortements, les pratiques traumatisantes des couples que l'usage de la pilule peut réduire considérablement. De plus, et c'est bien regrettable, ceux qui ne lisent ni *Elle*, ni *le Monde* ont peu de chances d'être rapidement bien informés. D'autant plus que, périodiquement, certains journaux à clientèle populaire, d'ailleurs fort discrets sur le vote de la nouvelle loi, placardent « à la une » la liste des diverses maladies et déprédations esthétiques imputables soi-disant à la pilule. Seule, la publicité « pour » est interdite, la publicité « anti » semblant bien tolérée (encouragée ?). En outre, les médecins font preuve parfois des principes moraux d'un autre âge dont ils aiment faire profiter leurs patientes. De plus, les produits anticonceptionnels ne seront pas remboursés par la Sécurité sociale. (On n'en comprend d'ailleurs pas très bien la raison. Est-ce pour ne pas inciter au vice et à la débauche dans les familles ? Ça n'est, en tout cas, pas pour des rai-

sons financières, ainsi que le montre la comparaison entre les quelque 100 F annuels par femme prenant des pilules et les 2, 3, 4.000 F de frais d'hospitalisation résultant des avortements clandestins à domicile.) Aussi, devra-t-on peut-être attendre un temps assez long avant que l'emploi des moyens anticonceptionnels modernes entre dans les mœurs des classes populaires.

M. Debré sait que les lois sociales de 1945 ont contribué au bond démographique d'après guerre, et le renouvellement de cette expérience semble le tenter. Puisque le budget des prestations sociales est largement excédentaire, s'il n'est plus utilisé pour combler le déficit des régimes spéciaux de l'assurance maladie, le mode de financement sera tout trouvé.

M. Debré prévoit donc deux mesures essentielles : les relèvements substantiels des allocations familiales et de l'allocation de salaire unique (il en est une troisième : la construction de logements ; mais, avec les données actuelles, il s'agit plutôt d'un vœu pieux ou d'une réalisation à long terme). Nous sommes, bien entendu, chaudement favorables à la première mesure, en regrettant toutefois que les allocations familiales n'apparaissent pas plus explicitement comme une contribution en espèces attribuée par la collectivité, selon ses moyens, pour chaque enfant, selon son âge.

Le salaire unique

Avant d'examiner la deuxième mesure prévue, citons quelques chiffres : en 1945, les A.F. et l'A.S.U. étaient indexées sur le salaire de base du manoeuvre métallo. Elles en ont été rapidement décrochées et ont été indexées sur deux salaires théoriques différents, fixés par décrets et revalorisés périodiquement, environ tous les ans pour les A.F. et tous les cinq ans pour l'A.S.U. Si bien que, dans la région parisienne, ces salaires sont passés de l'indice 100, en 1947, aux indices 938 (313,50 francs) pour les A.F. et 516 (194,50 F) pour l'A.S.U., en 1967. La tendance était donc à la disparition par amenuisement progressif de cette dernière prestation.

Evidemment, dans les milieux populaires, où une femme choisit d'exercer une activité rémunérée si elle peut ainsi rapporter dans son foyer 100 F net par mois, une A.S.U. efficacement conçue, par exemple avec un saut entre deux et trois en-



Collombert

fants, permettra aux ouvrières d'échapper à une exploitation souvent inhumaine. Dans les milieux plus aisés, cela constituera un agréable complément financier. Phénomène curieux : si l'A.S.U. est bien liée au revenu, à son caractère d'unicité, elle n'est pas liée à son amplitude ; et, lorsque le revenu familial dépasse un certain niveau, cette prestation perd tout son contenu d'incitation.

Par-delà ces mobiles généreux et suspects, on peut penser qu'il en existe d'autres : récupérer le contrôle du processus de croissance de la population, qui aura tout simplement changé de support matériel ; régler partiellement le problème du chômage que le Marché commun ne manquera pas d'aggraver dans les secteurs à faible productivité, donc à main-d'œuvre essentiellement féminine. On renverra dans leurs foyers les mères de famille qui, d'ailleurs, commençaient à s'organiser dans les syndicats ; les jeunes filles et les travailleurs étrangers, moins revendicatifs, suffiront à satisfaire les besoins en prolétaires non qualifiés et mal payés.

A notre avis, le plus grand danger de cette opération est le climat qu'elle va susciter et ses conséquences. Le retour des mères au foyer s'accompagnera nécessairement d'une propagande tapageuse, notamment en direction des classes moyennes, palliant ainsi la faiblesse de l'incitation financière. Ce seront les jeunes filles qui en seront les victimes principales : plus dirigées, par l'exemple de leurs aînées, par les conseils des magazines, vers l'enseignement ménager que vers une formation professionnelle sérieuse, elles contribueront ainsi à réduire l'ampleur des insuffisances en matière d'enseignement technique et d'équipements collectifs.

Le bonheur de l'enfant

Pourtant, les femmes aiment volontiers avoir des enfants et même plusieurs enfants. Si elles ne réalisent pas leurs souhaits, c'est bien parce que la charge et le renoncement actuellement inévitables apparaissent beaucoup trop pesants. Si la France veut une démographie saine et des enfants équilibrés, il faut que les femmes puissent devenir des mères heureuses. Et, de plus en plus, les jeunes femmes veulent échapper à l'isolement et l'ennui, en ayant un métier intéressant et valorisant. Nous pensons donc que les seules incitations satisfaisantes pour notre éthique socialiste, ce sont des logements décentes, des allocations familiales substantielles, des équipements collectifs nombreux et bien conçus pour soulager les femmes et leurs époux de tâches matérielles stupides, pour donner aux enfants dès leur tout jeune âge une vie sociale en compagnie de leurs « minuscules semblables ». Et aussi, bien sûr, des horaires moins contraignants pour tous, de façon que les pères et les mères soient, une ou deux heures chaque jour, réellement disponibles pour leurs enfants. Mais cela implique des réformes de structures.

Vivre en société et produire sont parmi les constituants de l'essence des êtres humains. Or, c'est parce qu'elles sont biologiquement conçues pour assurer la survie de l'espèce humaine que les femmes ont été isolées et écartées de la sphère de production. Pourquoi cette situation anachronique scandaleuse, dans un pays disposant des moyens techniques suffisants pour apporter des améliorations satisfaisantes ? Une étude sérieuse de l'évolution des structures familiales, en liaison avec des fonctions sociales essentielles de la famille, permettraient certainement d'y répondre. □